

Ce serait donc la stratégie actuelle du gouvernement. Plus loin:

Cette politique exige que les unités aériennes et navales du pays s'emploient surtout à soutenir l'armée, au lieu de jouer, comme autrefois, un rôle mi-indépendant.

Je ne sais si cela reflète la pensée du gouvernement, mais on n'est pas loin de le croire dans bien des milieux. Me fondant sur les faits, je crains en effet que cela traduise assez bien la pensée et le but du ministre et du gouvernement, bien qu'ils essaient d'endormir les Canadiens en leur faisant croire que notre défense est sans faille, que l'état de nos forces n'a jamais été meilleur, et autres choses du même genre. C'est un document stratégique, comme l'appelle M. Young. Or, le gouvernement prétend qu'il répond aux nécessités de la défense canadienne ou aux objectifs de notre politique dans ce domaine, exposés par le ministre dans le Livre blanc de 1964. Mais ce document ne saurait atteindre ces objectifs, même de loin. Le premier de ces buts est la défense directe du Canada, la surveillance et le contrôle de notre territoire, de nos eaux et de notre espace aérien, et la possibilité de parer à toute violation ou à toute attaque contre ces derniers. Ce programme nécessite, naturellement, des unités navales, terrestres et aériennes, chacune des trois armes exerçant utilement son rôle particulier. Certes, la meilleure façon de répondre au besoin de défendre le Canada est de maintenir les trois services actuels. Les remplacer par une force mobile qui comprendrait surtout l'armée, que des éléments navals et aériens ne feraient qu'appuyer, ne nous permettrait pas de préserver intégralement la souveraineté du Canada, même dans ses propres eaux, sur son territoire et dans son espace aérien. En fait, nous devrions compter alors sur les États-Unis pour la défense directe de notre pays, même dans le cas d'incursions mineures. A mon sens, ce concept-là contredit absolument l'idée de souveraineté et d'indépendance du pays.

En outre, les objectifs de notre politique de défense sont de sauvegarder la paix en décourageant et en prévenant la déclaration d'une troisième guerre mondiale, ainsi que de préserver la sécurité et l'indépendance du Canada lui-même. Il est clair que ces objectifs sont atteints depuis 15 ou 20 ans et le seront à l'avenir seulement par notre alliance avec d'autres nations démocratiques libres et par le fait que les Nations Unies pourront devenir une force efficace. A mon avis, la politique de

défense du Canada doit se fonder surtout sur un puissant appui accordé à l'OTAN et sur notre volonté de contribuer à sa force d'une manière proportionnée à notre situation démographique et économique.

L'Alliance occidentale de l'OTAN empêche depuis 18 ans une guerre généralisée d'éclater, et a mis fin, en même temps, à toute nouvelle mainmise des Soviétiques sur d'autres pays d'Europe. La force de dissuasion de l'Alliance dépend de sa force militaire, tant nucléaire que conventionnelle, et de sa volonté manifeste de recourir à cette force en cas de nécessité. C'est sur ce point que je suis totalement en désaccord avec les idées avancées par le député de Vancouver-Est (M. Winch) au nom du Nouveau parti démocratique. Cette force de dissuasion agit, bien entendu, depuis deux ans en ce qui concerne les relations Est-Ouest. C'est ce qui a conduit un grand nombre de gens à penser qu'il n'y a plus de menace sérieuse du côté des Soviétiques. C'est une supposition, à mon avis, totalement erronée et qui, si les autres puissances la faisaient leur, pourraient aboutir finalement à un désastre. L'objectif soviétique consistant à imposer le communisme au monde n'a pas changé. On doit s'attendre à ce que l'URSS continue à pratiquer des opérations de sondage destinées à la fois à gagner le plus de terrain possible et à éprouver la volonté de résistance de l'Ouest. L'aventure russe à Cuba en offre un magnifique exemple. Elle a démontré très clairement, lorsque les États-Unis, soutenus par d'autres membres de l'OTAN, ont fait voir leur volonté de recourir, le cas échéant, à toutes leurs forces militaires, que les Russes n'étaient pas prêts à s'engager dans une guerre totale.

Pour empêcher une guerre à outrance, il faudrait, je crois, maintenir l'Alliance occidentale, et les pays membres devraient être disposés à continuer à y jouer un rôle juste et raisonnable. L'apport militaire de chaque pays membre de l'OTAN se fonde sur l'aptitude de chacun à participer à la défense commune. On le détermine par voie de négociations et d'accord, mais il doit nécessairement changer avec les circonstances. Je ne contesterai pas que les engagements militaires envers l'OTAN devraient être renégociés suivant la conjoncture. Toutefois, même si la contribution peut être augmentée ou diminuée, même si une contribution doit être remplacée par une autre, l'essentiel est que s'il a été convenu de l'apport de certaines forces—et d'autres membres comptent qu'elles seront disponibles